

M. Walter C. Carter (Saint-Jean-Ouest): Monsieur l'Orateur, mes remarques seront courtes ce soir. Les députés de ce côté-ci de la Chambre qui ont participé au débat ont consigné au compte rendu la triste histoire des nombreux jeunes gens en chômage au pays. Après avoir entendu les propos du député de Peterborough (M. Faulkner), je puis imaginer comment la grande majorité des chômeurs va être encouragée, en fait les 48.7 p. 100 de nos jeunes de moins de 25 ans, lorsqu'ils liront dans les journaux demain matin les déclarations de l'honorable représentant.

Je sympathise avec lui pour les efforts qu'il a déployés afin de défendre le programme Perspectives-Jeunesse. Nous savons tous, j'en suis certain, que dans certaines régions le programme a eu des effets bénéfiques. Cependant, pour la grande majorité de nos jeunes chômeurs, le programme n'est rien de plus qu'une farce de peu de conséquence pour un grand nombre de jeunes qui, cet été, auront à envisager la perspective d'être en chômage.

Le député de Gander-Twillingate (M. Lundrigan) a énoncé à la Chambre la position de notre parti. Il a énoncé le programme Stanfield que nous comptons mettre en œuvre lorsque nous formerons le prochain gouvernement. Nous croyons que ce programme s'attaquera aux principaux maux sociaux de notre pays, notamment en ce qui touche nos jeunes chômeurs.

Je veux souligner à la Chambre combien ce problème est crucial dans une province comme celle de Terre-Neuve. Terre-Neuve, étant une province peu peuplée et peu développée, continue de livrer la lutte pour s'engager dans le principal courant de l'économie canadienne. Nos jeunes Terre-Neuviens sont plus déçus que les autres jeunes Canadiens parce que les frustrations que peuvent éprouver les jeunes Ontariens, par exemple, sont plus prononcées dans une province comme Terre-Neuve à cause de sa situation géographique et des autres grands problèmes qu'éprouve notre industrie.

Il est beaucoup plus difficile pour nos jeunes Terre-Neuviens d'aller ailleurs au Canada pour se trouver un emploi; il ne s'agit pas tout simplement de s'engager sur la transcanadienne et faire du pouce; vous ne pouvez pas traverser de cette façon 100 milles d'eau qui séparent notre province du continent. Dans une province comme Terre-Neuve, il n'existe pas de géants industriels d'importance comme General Motors, Ford, Stelco ou Inco ou des ministères fédéraux, comme nous en avons à Ottawa et qui peuvent absorber un grand nombre de jeunes pour des travaux d'été.

Je ne suis pas le seul député, j'en suis sûr, dont le classeur déborde de lettres qui arrivent presque chaque jour de jeunes en quête d'un emploi d'été. Encore ce matin, un jeune homme de ma circonscription était à mon bureau à la recherche d'un emploi parce que, comme tant d'autres, il devra travailler un an pour amasser suffisamment d'argent afin de continuer ses cours à l'université.

À Terre-Neuve, nous venons juste d'avoir une collation de diplômés à notre excellent collège de pisciculture. Des centaines de jeunes hommes sont maintenant préparés à introduire de nouvelles méthodes et une nouvelle efficacité dans notre industrie primaire, la pêche. Il y a des milliers d'autres jeunes qui désirent rejoindre leur père dans leur bateau de pêche mais plusieurs de nos meilleurs pêcheurs ne peuvent s'adonner à leur métier par suite des nombreux obstacles semés sur leur chemin par le gouvernement fédéral, un gouvernement fédéral qui permet aux étrangers de capturer tout le poisson de nos pêcheries. Le gouvernement refuse obstinément d'apporter de l'aide

aux pêches par l'entremise du ministère de l'Expansion économique régionale.

Le problème de la jeunesse en chômage est intimement lié au problème général du chômage. Je suis sûr que les autres provinces sont dans le même cas, mais c'est pire à Terre-Neuve parce que nous ne pouvons nous permettre de perdre nos jeunes. Nous ne pouvons nous permettre d'avoir une université comme l'université Memorial où le nombre d'étudiants s'accroît rapidement—ils seront bientôt 10,000—étudiants qui sont formés à utiliser leur profession mais qui seront obligés de quitter la province pour trouver un emploi. Nous ne pouvons nous permettre de voir nos diplômés se spécialiser au collège de pisciculture seulement pour les voir quitter Terre-Neuve à la recherche d'un emploi sur le continent canadien.

Nous, Terre-Neuviens, venons tout juste de choisir un nouveau gouvernement pratique voué à accorder à l'industrie des pêches un regain de vie. Ce gouvernement a également établi des priorités définies pour l'expansion. Nous avons maintenant besoin d'un gouvernement compréhensif et sympathique à Ottawa qui collaborera avec notre gouvernement provincial et nous aidera à réaliser ces objectifs.

• (2150)

Plus de la moitié de la population active de Terre-Neuve se situe dans la catégorie des moins de 25 ans. Il ne faut pas permettre que ces jeunes se laissent attraper au piège du bien-être. Il ne faut pas qu'ils deviennent les pions d'un gouvernement fédéral cynique et arrogant, qui a, de propos délibéré, créé du chômage.

La solution qui s'impose pour les jeunes Terre-Neuviens, et pour tous les jeunes Canadiens, de façon générale, réside dans une politique d'ensemble mise au point par les gouvernements, dans laquelle serait énoncée la façon d'utiliser à long terme les compétences des jeunes. Notre système d'éducation doit être orienté de façon à former les jeunes gens dans des disciplines qui seront nécessaires et en demande. Il faudrait peut-être parler un peu moins des titres universitaires, surtout si cela ne doit qu'allonger la liste déjà longue des diplômés d'université qui chôment au Canada. Nos universités et nos écoles de métiers devraient être mieux orientées vers le marché de la main-d'œuvre. C'est une tendance qui se fait déjà sentir aux États-Unis où les inscriptions à l'université sont à la baisse et où, de plus en plus, les jeunes se dirigent vers les écoles de métiers.

Il y a aussi des solutions à brève échéance. Je fais mienne la recommandation formulée la semaine dernière par le Conseil canadien du développement social comportant la création d'un réseau de centres de main-d'œuvre pour les jeunes d'une direction des emplois pour les jeunes, une meilleure liaison entre centres de main-d'œuvre et les organismes d'assistance sociale, des allocations de déplacement et d'installation pour les jeunes, l'amélioration de la formation de la main-d'œuvre par des mesures comme la suppression de la restriction à 52 semaines des cours de recyclage. Ce ne sont, bien entendu, que des idées pour l'amélioration des services qu'on peut offrir aux jeunes pour les aider à trouver des emplois. À mon avis, la solution consiste très nettement en ce que le gouvernement fédéral revienne à des politiques fiscales et économiques convenables. Lorsqu'on encouragera l'expansion de l'industrie, cela atténuera considérablement les principaux problèmes de chômage.